

Autorité Environnementale
Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le projet dénommé
« enlèvement d'éboullis dans la combe de la Tolar »
sur la commune du Grand Bornand
(département de Haute Savoie)**

Décision n° 2019-ARA-KKP-1933
G 2019-5435

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2018-415 du 7 décembre 2018 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2019-03-06-29 du 6 mars 2019 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2019-ARA-KKP-1933, déposée complète par la Mairie du Grand Bornand le 25 avril 2019 et publiée sur Internet ;

Vu les compléments d'information apportés par courriel par le porteur de projet le 23 mai 2019 ;

Vu la saisine du directeur général de l'agence régionale de santé, en date du 25 avril 2019 ;

Considérant la nature du projet, qui consiste à enlever et décaper des éboulis sur une hauteur moyenne de 1 m dans la combe de la Tolar au lieu dit « La Nouvelle » sur une surface de 1,5 hectares ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 43b « pistes de ski d'une superficie inférieure à 4 hectares hors site vierge » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet, sur un secteur déjà remanié, au sein d'un domaine skiable existant, en dehors de périmètre de protection environnemental réglementaire et hors des zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique ;

Considérant l'engagement de végétalisation des secteurs qui seront décapés ;

Considérant, en ce qui concerne les matériaux en excédent extraits de la combe de la Tolar, que ceux-ci sont annoncés comme devant être mis en dépôt définitif sous forme de modelages de pistes, sur des surfaces non végétalisées dépourvues d'enjeux environnementaux dans le cadre d'un projet de terrassement de pistes ayant fait l'objet d'une étude d'impact : « Réaménagement du domaine skiable sur le secteur des Gettiers et de la Taverne » ; que cette opération d'opportunité est de nature à réduire les impacts de ce second projet en évitant l'apport de matériaux extérieurs ;

Concluant, au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, que le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale,

DÉCIDE :

Article 1

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet d'enlèvement d'éboulis dans la combe de la Tolar sur la commune du Grand Bornand (Haute Savoie), objet de la demande enregistrée sous le n°2019-ARA-KKP-1933 présentée par la Mairie du Grand Bornand, n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 24 mai 2019

Pour le préfet et par délégation,

Pour la Direction et par Délégation,
Pôle Autorité Environnementale



Yves MEINIER

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03